

**Art. 2.** Assentiment est donné à l'accord de coopération du 7 mars 2024 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune modifiant l'accord de coopération du 20 décembre 2018 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale.

Bruxelles, le 25 avril 2024.

La Ministre-Présidente du Collège,  
B. TRACHTE

—————  
VERTALING

**FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

[C – 2024/006338]

**25 APRIL 2024. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 7 maart 2024 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot het verplicht inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad**

De Vergadering heeft aangenomen en Wij, het College, bekrachtigen hetgeen volgt:

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Instemming wordt betuigd met het samenwerkingsakkoord van 7 maart 2024 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot het verplicht inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad.

Brussel, 25 april 2024.

De minister-voorzitster van het College,  
B. TRACHTE

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2024/006337]

**14 MARS 2024. — Arrêté 2023/1711 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000, tel que modifié par l'arrêté 2007/755 du Collège de la Commission communautaire française du 25 octobre 2007, portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil – 2ème lecture**

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20 rendu applicable par l'article 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises ;

Vu le décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, modifié par le décret du 27 avril 2017, articles 2, § 2 et 10/10 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes, sur base de l'article 3, alinéa 1, 2° du décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française établi le 23/11/2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation des personnes handicapées, sur base de l'article 4, § 3 du décret de la Commission communautaire française du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française établi le 23/11/2023 ;

Vu l'avis de la section « Hébergement » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux Personnes et de la Santé, donné le 21/12/2023 ;

Vu la procédure de concertation intra francophone prévue par l'article 14 de l'accord de coopération cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française 'relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières' ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8/11/2023 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 23/11/2023 ;

Considérant qu'il convient d'apporter des adaptations aux modifications apportées par l'arrêté du modifiant l'arrêté du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, adaptations concernant essentiellement les missions spécifiques mises en œuvre en 2018.

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale,

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Dans l'article 6/1, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 juillet 2000 portant application du décret du 27 mai 1999 relatif à l'octroi de l'agrément et de subventions aux maisons d'accueil, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au 2°, les mots « renouvelable 2 fois » sont remplacés par les mots « renouvelable 3 fois » ;

b) Au 5°, les mots « les fiches de suivi ainsi que le document d'évaluation » sont remplacés par les mots « les actions de soutien ainsi que l'évaluation » ;

c) Le 6° est abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 6/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de catégorie 2 ou 3 » sont abrogés ;

b) Au 1°, les mots « permettant un renforcement du lien parent-enfant » sont remplacés par les mots « ainsi qu'à leurs enfants » ;

c) Au 2°, les mots « le parent et l'enfant » sont remplacés par les mots « les parents et les enfants » ;

d) Il est inséré un 5°/1 rédigé comme suit : « 5°/1 prévenir les violences dans la relation parent-enfant et, au besoin, offrir un accompagnement spécifique ».

**Art. 4.** Dans l'article 6/3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018, est inséré un 2°/1 rédigé comme suit : « 2°/1 soutenir, si besoin, la relation parent-enfant ».

**Art. 5.** Dans l'article 6/4 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) Au 2°, les mots « afin d'aider la personne » sont remplacés par les mots « afin de soutenir la personne » et les mots « afin de l'aider à gérer son budget » sont abrogés ;

b) Le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° créer un réseau de soutien adapté aux besoins des personnes afin d'assurer leur guidance en partenariat avec ce réseau » ;

c) Le 5° est remplacé par ce qui suit : « 5° assurer la guidance des personnes à travers des contacts réguliers et, au besoin, des visites à domicile » ;

d) Au 7°, les mots « les fiches de suivi ainsi que le document d'évaluation » sont remplacés par les mots « les actions de soutien ainsi que l'évaluation ».

**Art. 6.** Dans l'article 49§ 1<sup>er</sup> du même arrêté, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé comme tel :

« § 1<sup>er</sup> La subvention pour les frais de fonctionnement est plafonnée aux montants annuels suivants, par lit agréé :

1° pour la maison agréée majoritairement en catégorie 1:

25 premiers lits                      1.650 euros

du 26e au 50e lit                      1.150 euros

du 51e au 75e lit                      750 euros

à partir du 76e lit                      450 euros

2° pour la maison agréée majoritairement en catégorie 2 ou 3 :

25 premiers lits                      1.850 euros

du 26e au 50e lit                      1.350 euros

du 51e au 75e lit                      950 euros

à partir du 76e lit                      650 euros »

**Art. 7.** Dans l'article 54/6, § 1<sup>er</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 12 juillet 2018, les mots « 36.000 par an » sont remplacés par les mots « 44.400 euros par an ».

**Art. 8.** A l'annexe 5, entre les mots « Frais de gestion de personnel » et « Abonnements aux revues professionnelles et documentation », sont insérés les mots : « Frais de personnel à hauteur de 10% maximum dans le respects des barèmes prévus pour le cadre du personnel ».

**Art. 9.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Art. 10.** Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mars 2024.

Par le Collège :

A. MARON,  
Membre du Collège chargé de l'Action sociale

B. TRACHTE,  
Présidente du Collège

## VERTALING

## FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2024/006337]

**14 MAART 2024.** — Besluit 2023/1711 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000, zoals gewijzigd bij het besluit 2007/755 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 25 oktober 2007 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen - Tweede lezing

Het College,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20 dat van toepassing is geworden door artikel 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, gewijzigd door het decreet van 27 april 2017, artikelen 2, § 2, en 10/10;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, op basis van artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, opgesteld op 23 november 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van het ontwerp op de situatie van personen met een handicap, op basis van artikel 4, § 3 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 december 2016 houdende de integratie van de dimensie van handicap in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, opgesteld op 23 november 2023;

Gelet op het advies van de afdeling 'Opvang' van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, gegeven op 21 december 2023;

Gelet op de intra-Franstalige overlegprocedure vastgelegd in artikel 14 van het kadersamenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het intra-Franstalig overleg op het vlak van gezondheidszorg en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke beginselen hieromtrent;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 november 2023;

Gelet op het akkoord van het collegelid belast met de Begroting, gegeven op 23 november 2023;

Overwegende dat aanpassingen moeten worden gedaan aan de wijzigingen aangebracht door het besluit tot wijziging van het besluit van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, aanpassingen die voornamelijk betrekking hebben op de specifieke opdrachten die in 2018 werden geïmplementeerd.

Op voorstel van het collegelid belast met Welzijn,

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

**Art. 2.** In artikel 6/1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 juli 2000 houdende toepassing van het decreet van 27 mei 1999 betreffende de toekenning van de erkenning en van subsidies aan de opvangtehuizen, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "twee maal hernieuwbaar" vervangen door de woorden "driemaal hernieuwbaar";

b) in 5° worden de woorden "de opvolgingsfiches alsook het evaluatiedocument" vervangen door de woorden "de ondersteuningsinitiatieven alsook de evaluatie";

c) 6° wordt opgeheven.

**Art. 3.** In artikel 6/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden "van categorie 2 of 3" opgeheven;

b) in 1° worden de woorden "waardoor de band ouder-kind versterkt kan worden" vervangen door de woorden "en aan hun kinderen";

c) in 2° worden de woorden "ouder en kind" vervangen door de woorden "de ouders en de kinderen";

d) er wordt een 5°/1 ingevoegd, luidende: "5°/1 geweld in de ouder-kindrelatie voorkomen en zo nodig specifieke begeleiding bieden".

**Art. 4.** In artikel 6/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018, wordt een 2°/1 ingevoegd, luidende: "2°/1 de ouder-kindrelatie, indien nodig, ondersteunen".

**Art. 5.** In artikel 6/4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° worden de woorden "om de persoon te helpen" vervangen door de woorden "om de persoon te ondersteunen" en de woorden "om hem te helpen bij het beheren van zijn budget" worden geschrapt;

b) 3° wordt vervangen door wat volgt: "3° een ondersteunend netwerk creëren dat aangepast is aan de behoeften van de personen om hun begeleiding in partnerschap met dat netwerk te verzekeren;

c) 5° wordt vervangen door wat volgt: "5° de begeleiding verzekeren van personen via regelmatige contacten en indien nodig, via huisbezoeken".

d) in 7° worden de woorden "de opvolgingsfiches alsook het evaluatiedocument" vervangen door de woorden "de ondersteuningsinitiatieven alsook de evaluatie".

**Art. 6.** In artikel 49, § 1, van hetzelfde besluit wordt het eerste lid vervangen door wat volgt:

“§ 1. Voor de subsidie voor de werkingskosten gelden de volgende jaarlijkse maxima, per erkend bed:

1° voor het tehuis dat overwegend is erkend in categorie 1:

25 eerste bedden	1.650 euro
van het 26e tot het 50e bed	1.150 euro
van het 51e tot het 75e bed	750 euro
vanaf het 76e bed	450 euro

2° voor het tehuis dat overwegend is erkend in categorie 2 of 3:

25 eerste bedden	1.850 euro
van het 26e tot het 50e bed	1.350 euro
van het 51e tot het 75e bed	950 euro
vanaf het 76e bed	650 euro”

**Art. 7.** In artikel 54/6, § 1, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2018, worden de woorden “36.000 per jaar” vervangen door de woorden “44.400 euro per jaar”.

**Art. 8.** In bijlage 5 worden de woorden “Personeelskosten ten belope van maximaal 10% in overeenstemming met de vastgelegde barema’s voor het personeelskader” ingevoegd tussen de woorden “Beheerskosten personeel” en “Abonnementen op professionele tijdschriften en documentatie”.

**Art. 9.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024.

**Art. 10.** Het collegelid belast met Welzijn wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 maart 2024.

Vanwege het College :

A. MARON,  
Collegelid belast met Welzijn

B. TRACHTE,  
Voorzitter van het College

## COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/006498]

### 20 JUIN 2024. — Arrêté 2024/665 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, l'article 22 remplacé par le décret du 19 juillet 2012 et modifié par le décret du 28 avril 2016 ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, l'article 17, § 1<sup>er</sup>, remplacé par le décret du 19 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut pécuniaire du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté 2017/1350 du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ;

Vu l'arrêté 2019/559 du Collège de la Commission communautaire française du 23 mai 2019 fixant le cadre organique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 2 avril 2024 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 2 avril 2024 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné en Collège le 4 avril 2024 ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 26 avril 2024 ;

Vu le protocole n° 2024/10 du 30 avril 2024 du Comité de Secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis 76.347/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 mai 2024 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle ;